Anno 1869

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio. Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.
Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

Num. 147

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea. — Le altre inserzioni centesimi 30 per linea o spazio di linea.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

UN NUMERO SEPARATO CENT. 20
ARRETRATO CENTESIMI 40

		Anno	Sem.	Trim.
Per Firenze	*Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento*	L. 42	22	12
Per le Provincie del Regno		» 46	21	13
Svizzera		» 58	31	17
Roma *(franco ai confini)*		» 52	27	15
Francia	*Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento*	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria, Germ.		» 112	60	35
Id.	per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento	» 82	44	24

Firenze, Lunedì 31 Maggio

PARTE UFFICIALE

Il N. 5054 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Presidente del Consiglio, Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,
Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intiera esecuzione sarà data alla Convenzione per l'estradizione dei malfattori, conchiusa tra l'Italia e la Svizzera, e sottoscritta a Berna il 22 luglio 1868, le cui ratifiche furono ivi scambiate il 1° maggio 1869.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato in Firenze addì 5 maggio 1869.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. MENABREA

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione per la estradizione dei malfattori essendo stata conchiusa fra l'Italia e la Svizzera, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta a Berna addì ventidue luglio dello scorso anno mille ottocento sessantotto;

Convenzione del tenore seguente:

Traité entre l'Italie et la Suisse sur l'extradition réciproque des malfaiteurs et des prévenus.

(Du 22 juillet 1868)

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, ayant à cœur d'assurer la répression des crimes et voulant introduire un système de concours réciproque pour l'administration de la justice pénale, ont résolu, d'un commun accord, de conclure une Convention, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. le Chavalier Louis Amédée Melegari, Chevalier Grand'Croix, décoré du Grand Cordon de Son Ordre des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., etc., Sénateur du Royaume, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse,

Et le Conseil fédéral de la Confédération suisse:

M. Jacques Dubs, Président de la Confédération suisse, et

M. le Colonel fédéral Frédéric Frey-Hérosée, ancien Membre du Conseil fédéral suisse.

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art 1er Le Gouvernement italien et le Gouvernement de la Confédération suisse s'engagent à se livrer réciproquement les individus qui, ayant été condamnés ou étant poursuivis par les Autorités compétentes de l'un des deux Etats contractants, pour l'un des crimes ou délits énumérés à l'article 2 ci-après, se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre.

Art. 2. L'extradition devra être accordée pour les infractions suivantes aux lois pénales:

1° Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre;

2° Coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort;

3° Bigamie, rapt, viol, avortement procuré, prostitution ou corruption de mineurs par les parents ou par toute autre personne chargée de leur surveillance;

4° Enlèvement, recèlement ou suppression d'enfant, substitution d'un enfant à un autre, ou supposition d'un enfant à une femme qui n'en serait pas accouchée;

5° Incendie;

6° Dommage causé volontairement aux chemins de fer et télégraphes;

7° Extorsion commise à l'aide de violence, rapine, vol qualifié, et spécialement le vol avec violence ou effraction, et le vol de grand chemin;

8° Contrefaçon ou altération de monnaie, introduction ou émission frauduleuse de fausse monnaie; contrefaçon de rentes ou obligations sur l'Etat, de billets de banque ou de tout autre effet public; introduction et usage de ces mêmes titres contrefaits; contrefaçon d'actes souverains, de sceaux, poinçons, timbres et marques de l'Etat ou des Administrations publiques, et usage de ces objets contrefaits; faux en écriture publique ou authentique, en écriture privée, de commerce et de banque, et usage d'écritures falsifiées;

9° Faux témoignage et fausse expertise, subornation de témoins et d'experts;

10° Soustractions commises par les officiers ou dépositaires publics;

11° Banqueroute frauduleuse;

12° Abus de confiance (*appropriazione indebita*), escroquerie, fraude et vol non qualifié. Pour ces infractions l'extradition sera accordée si la valeur de l'objet extorqué dépasse mille francs.

Il est entendu que l'extradition sera aussi accordée pour l'association de malfaiteurs et pour toute sorte de complicité ou participation aux infractions susmentionnées.

Art. 3. L'extradition ne sera jamais accordée pour les crimes ou délits politiques. L'individu qui serait livré pour une autre infraction aux lois pénales, ne pourra dans aucun cas être jugé pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à ce crime ou délit. Il ne pourra non plus être poursuivi ou condamné pour toute autre infraction antérieure à l'extradition et non comprise dans la présente Convention.

Art. 4. L'extradition ne pourra avoir lieu, si depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 5. Dans aucun cas et pour aucun motif les deux parties contractantes ne pourront être tenues à se livrer leurs nationaux.

Lorsque, d'après les lois en vigueur dans l'Etat auquel le coupable appartient, il y aurait lieu à le poursuivre à raison de l'infraction commise dans l'autre Etat, ce dernier communiquera les informations, les pièces et les objets constituant le corps du délit, et tout autre document ou éclaircissement requis pour le procès.

Art. 6. Lorsque le condamné ou le prévenu est étranger aux deux Etats contractants, le Gouvernement qui doit accorder l'extradition pourra informer celui du pays auquel appartient l'individu réclamé, de la demande qui lui a été adressée, et, si ce dernier Gouvernement réclame à son tour le coupable pour le faire juger par ses tribunaux, celui auquel la demande d'extradition a été adressée, pourra à son choix le livrer à l'Etat sur le territoire duquel le crime ou délit a été commis, ou à celui auquel ledit individu appartient.

Si le condamné ou le prévenu dont l'extradition est demandée en conformité de la présente Convention par l'une des deux Parties contractantes, est réclamé aussi par un autre ou par d'autres Gouvernements pour des crimes ou délits commis par le même individu sur les territoires respectifs, ce dernier sera livré au Gouvernement de l'Etat dont la demande aura une date plus ancienne.

Art. 7. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été acquitté par un jugement définitif, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 8. L'extradition sera accordée toutes les fois que les conditions requises par la présente Convention se réalisent, et elle sera accordée lors même que le prévenu viendrait par ce fait à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers. Ceux-ci pourront néanmoins faire valoir leurs droits auprès des autorités compétentes.

Réciproquement, si l'extradition a été offerte, pour les infractions énumérées dans l'article 2, par le Gouvernement sur le territoire duquel l'individu se sera réfugié, nulle opposition ne sera faite à son effectuation.

Art. 9. L'extradition sera accordée sur la demande adressée par l'un des deux Gouvernements à l'autre par voie diplomatique, et sur la production d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits porsuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits. Ces actes seront délivrés en original ou en expédition authentique, soit par un tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays qui demande l'extradition.

On fournira en même temps, s'il est possible, le signalement de l'individu réclamé, ou toute autre indication de nature à en constater l'identité.

Art. 10. Dans les cas urgents, et surtout lorsqu'il y a lieu de craindre la fuite, chacun des deux Gouvernements, s'appuyant sur l'existence d'un arrêt de condamnation ou d'un mandat d'arrêt, pourra, par le moyen le plus prompt, et même par le télégraphe, demander et obtenir l'arrestation du condamné ou du prévenu, à condition de présenter, dans le plus court délai, le document dont on a indiqué l'existence.

Art. 11. Les effets volés ou saisis en la possession du condamné ou du prévenu, les instruments et outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront rendus en même temps que s'effectuera la remise de l'individu, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du coupable. Cette remise comprendra aussi tous les objets de cette nature, que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays où il se serait réfugié, et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets mentionnés, qui doivent leur être rendus sans frais, après qu'on en aura fait usage.

Art. 12. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets, qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux Etats dans les limites de leurs territoires respectifs.

Art. 13. Si l'un des deux Gouvernements jugera nécessaire, pour l'instruction d'un procès, la déposition de témoins domiciliés sur le territoire de l'autre Etat, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, des lettres rogatoires, adressées par voie diplomatique, seront à cet effet expédiées en due forme par l'autorité judiciaire compétente à celle de l'autre Etat, qui sera tenue d'y donner cours conformément aux lois en vigueur dans le pays où le témoin sera entendu ou l'acte délivré.

Art. 14. Dans le cas où la comparution personnelle d'un témoin serait nécessaire, le Gouvernement dont il dépend l'engagera à obtempérer à l'invitation qui lui en aura été faite par l'autre Gouvernement. Si les témoins requis consentent à partir, les passaports nécessaires leur seront aussitôt délivrés, et leur sera accordée et payée d'avance, par l'Etat qui en a fait la demande, une indemnité pour le voyage et le séjour, selon la déclaration qui fait suite à la présente Convention.

Dans aucun cas ces témoins ne pourront être arrêtés ni molestés pour un fait antérieur à la demande de comparution pendant leur séjour forcé dans le lieu où le juge qui doit les entendre exerce ses fonctions, ni pendant le voyage, soit en allant, soit en revenant.

Art. 15. Si à l'occasion d'un procès instruit dans l'un des deux Etats contractants, il devient nécessaire d'entendre le témoignage ou de procéder à la confrontation du prévenu avec des coupables détenus dans l'autre Etat, ou de produire des pièces de conviction ou des documents judiciares qui lui appartiennent, la demande devra être faite par voie diplomatique, et, sauf le cas où des considérations exceptionnelles s'y opposeraient, on devra toujours déférer à cette demande, à la condition toutefois de renvoyer le plus tôt possible les détenus et de restituer les pièces et les documents susindiqués.

Les frais de transport d'un Etat à l'autre des individus et des objets ci-dessus mentionnés, ainsi que ceux occasionnés par l'accomplissement des formalités énoncées à l'article 13, seront supportés par le Gouvernement qui en a fait la demande.

Art. 16. Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce, qui auront été prononcés par les tribunaux respectifs contre les ressortissants de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie diplomatique, du jugement prononcé et devenu définitif au Gouvernement dont le condamné est ressortissant, pour être déposé au greffe du tribunal qu'il appartiendra. Chacun des deux Gouvernements donnera à ce sujet les instructions convenables aux autorités compétentes.

Art. 17. La présente Convention est conclue pour cinq ans, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucun des deux Gouvernements n'aurait notifié, six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire pour cinq autres ans, et ainsi de suite, de cinq en cinq ans.

Art. 18. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berne dans l'espace de six mois, ou plus tôt si faire se pourra.

Dès le jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle de Lausanne du 28 avril 1843 sera abrogée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne en double expédition le vingt-deux juillet mil huit-cent soixante-huit.

Les Plénipotentiaires suisses
(*L. S*) J. DUBS
(*L. S*) F. FREY-HÉROSÉE.

Le Plénipotentiaire italien
(*L. S*) MELEGARI.

DÉCLARATION

faisant suite à la Convention du 22 *juillet* 1868.

Les soussignés Plénipotentiaires, conformément aux termes de l'article 14 de la Convention du 22 juillet 1868, considérant que, dès le jour où avait été stipulée la Déclaration de Lucerne du 1er août et celle de Lausanne du 4 août 1843, faisant suite à la Convention du 28 avril de la même année, qui fixait les indemnités dues aux témoins ressortissants des deux Gouvernements, le prix de toute chose de première nécessité à augmenté, sont convenus des dispositions suivantes:

I. *a*) Pour chaque jour que le témoin aura été détourné de son travail ou de ses affaires, il devra lui être alloué 2 francs.

b) Les témoins du sexe féminin et les enfants de l'un et de l'autre sexe, au-dessous de l'âge de 15 ans, recevront pour chaque jour 1 franc 50 centimes.

c) Si les témoins sont obligés de se transporter hors du lieu de leur résidence, il leur sera alloué des frais de voyage et de séjour. Cette indemnité est fixée pour chaque myriamètre, parcouru en allant et en venant, à 2 francs (le myriamètre équivant à 10 kilomètres et à 2 lieues suisses de 16000 pieds). Il est établi que, lorsque la distance est égale ou dépasse le demi myriamètre (5 kilomètres), on accordera au témoin le montant entier de l'indemnité fixée pour le myriamètre; si la fraction est au-dessous du demi myriamètre, on n'en tiendra pas compte. L'indemnité de 2 francs sera portée à 2 francs 50 centimes pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février.

d) Lorsque les témoins seront arrêtés dans le cours du voyage par force majeure, il recevront en indemnité, pour chaque jour de séjour forcé, 3 francs. Il seront tenus de faire constater par le syndic, ou, à sont défaut, par un autre magistrat donnant les garantiers voulues, la cause forcée du séjour en route, et d'en représenter le certificat à l'appui de leur demande en taxe.

e) Si les témoins sont obligés de prolonger leur séjour dans la ville où se fera l'instruction de la procédure, et qui ne sera point celle de leur résidence, il leur sera alloué pour chaque jour une indemnité de 3 francs 50 centimes.

f) La taxe des indemnités de voyage et de séjour sera double pour les enfants mâles au-dessous de l'âge de 15 ans, et pour les filles au-dessous de l'âge de 30 ans, lorsqu'ils seront appelés en témoignage, et qu'ils seront accompagnés dans leur route et séjour par leur père, mère, tuteur ou curateur, à la charge par ceux-ci de justifier leur qualité.

L'indemnité mentionnée aux lettres *a*) et *b*) est due en tout état de cause et cumulativement avec celles que stipulent les alinéa *c*), *d*), *e*), *f*).

II. Le Gouvernement dont le témoin ressort, fera au témoin qui en a besoin l'avance des émoluments qui lui sont alloués par le tarif convenu, pour son voyage au lieu où il est appelé, sous réserve de restitution de la part du Gouvernement qui l'a fait citer. Les indemnités qui lui seront dues, au contraire, pour son séjour dans le lieu où il est appelé à déposer et pour son retour, lui seront acquittées par les soins du Gouvernement qui l'a réclamé.

III. Pour l'exécution de l'article précédent, le Gouvernement qui accorde la comparution du témoin fera verbaliser sur le sauf-conduit, sur une feuille de route régulière, ou sur le passeport, ou enfin sur la citation, le montant de l'avance qu'il aura faite, et l'indication en myriamètres de la distance du lieu du domicile du témoin à la frontière de l'Etat réclamant.

La présente Déclaration sera considérée comme faisant partie della Convention susmentionnée, et sera publiée en même temps que cette Convention.

APPENDICE

LA SETTIMANA SANTA IN SIVIGLIA

(Dalla *Presse* di Vienna)

È comune doglianza dei recenti viaggiatori in Ispagna che ne vada ogni giorno più sparendo il carattere pittoresco, i costumi locali e tutto quello insomma che ne costituiva la peculiare fisionomia. Gli stessi abitanti del paese se l'hanno a male se tu trovi alcunchè di poetico nelle cose loro, ed avviene il fatto singolarissimo che, nel mentre certi popoli delle nostre contrade orientali stanno ripristinando, od all'uopo inventando usanze che fanno a pugni colla moderna civiltà europea, lo Spagnuolo invece s'industria a cancellare dal proprio suolo ogni vestigio del medio evo, ogni fatto che sembra giustificare il detto che l'Affrica comincia dietro i Pirenei.

Ma intanto si consolino gli amanti del romanzesco; chè per far che si faccia il vecchio non la cede così di leggeri, e più di una generazione ancora deve assistere all'attraente spettacolo della lotta impegnata fra il passato e l'avvenire.

La Chiesa, che qui più che altrove ha dominato e diretto lo sviluppo nazionale, sta sulla breccia opponendo una gagliarda resistenza all'irrompente nemico. Poco, a dir vero, le preme di far guerra alle idee rivoluzionarie che continuamente s'infiltrano qui per mille spiragli dalla vicina Francia, finchè la peste dell'incredulità si appicca al solo ceto istruito; ma l'inquieta assai il pericolo di dover rinunciare alle ricchezze accumulate per tanti secoli, alle pompe delle sue feste e quindi all'influenza posseduta sulle masse, le donne ed i bambini. Perciò ella si adopera con una quasi disperata tenacità, e sovratutto dopo la rivoluzione di settembre, a impedire ogni diminuzione degli antichi giorni festivi che in complesso equivalgono a quasi il terzo dell'anno. Da ogni colonna della stampa clericale, da ogni pergamo si lanciano filippiche contro a que'comuni i quali han ricusato questo anno i mezzi richiesti per le festive processioni della Settimana Santa che finora diedero occasione alla Chiesa di spiegare tutta la magnificenza del suo pomposo cerimoniale.

Il municipio di Siviglia, città già da secoli rinomata per lo splendore eccezionale delle sue processioni, questa volta rimase fermo nella convinzione che il molto denaro assegnato a questo scopo s'impiegherebbe assai meglio in soccorsi ai poveri, in misure di pubblica igiene ed in altre cose mondane. Arrogi, per aggravare la posizione delle autorità ecclesiastiche, che difettavano pure le solite donative di quei molti ricchi che allo scoppiar della rivoluzione erano usciti di città. Lo stesso duca di Montpensier aveva annunziato per iscritto che la sua contribuzione verrebbe ridotta da 4000 reali a soli 1200, e nell'anno venturo cesserebbe del tutto. Rimaneva dunque l'unico ripiego di chiamare lo zelo dei fedeli in aiuto alla religione, persuadendo i Sivigliani quanto sarebbe cosa dolorosa se dovessero ad un tratto cessare quelle feste celebrate da' loro padri fin dalle più remote età. Nel medesimo tempo si ebbe cura di rammentare al popolo i vantaggi non pochi che gli venivano ogni anno dalla straordinaria affluenza di ricchi stranieri e della gente del contado. L'appello non rimase infruttuoso, mercè la cooperazione materiale e morale delle « confraternite » che si erano formate all'ultima ora, come pure dei locandieri e dei padroni di caffè, i quali si caricarono di una parte ragguardevole delle spese occorrenti.

Difficilmente si troverebbe una città che offrisse in grado più cospicuo di Siviglia le condizioni locali per una pubblica solennità. Una moltitudine di piazze e piazzette, sopra le quali stendesi a guisa di padiglione un cielo quasi sempre azzurro e sereno, forma una serie di teatri naturali oltre ogni dire bellissimi. Nel mezzo di ciascuna piazza troviamo per lo più il grato refrigerio di una fontana zampillante e d'intorno un filare di aranci carichi di fiori e frutti ed al cui rezzo sono disposte panche di pietra, colla giunta, in questi giorni festivi, di diversi ordini di seggiole. Qui e sugli ampii gradini delle chiese ama trattenersi la gente del contado, nella quale predomina il vero tipo, tozzo, ma attivo e robusto, dell'Andaluso frammischiato al volto abbronzato del Moresco, alle tondeggianti forme delle avvenenti sigaraie sivigliane, colla rosa sanguigna fra le treccie nerissime, senza dimenticare quell'elemento indispensabile di ogni quadro spagnolo, le centinaia di pezzenti più o meno cenciosi.

Nelle strade e negli edifizi di Siviglia non v'ha difetto di pregi artistici. Le case biancheggianti colle persiane verdi offrono un semplice e gratissimo contrapposto all'azzurro del cielo, nè abbisognano di altro abbellimento che quello offerto dalle migliaia di visi allegri e di gruppi molticolori appoggiati alle spalancate finestre. I piani delle case sono pressochè al medesimo livello; dimodochè è facile ai vicini discorrer fra loro da balcone a balcone anche da una parte all'altra della via. Tanta è difatti la somiglianza delle diverse case che queste vanno perdendosi talvolta l'una nell'altra, in modo da sembrare un casamento solo coronato di quando in quando dalla figura campeggiante di una qualche torre, come per esempio della Giralda, chè così chiamasi il campanile del duomo, capolavoro stupendo del moro Guever, e che dopo tanti secoli si direbbe fatto ieri, tanta è la freschezza dei contorni e la vivacità dei colori in questa maraviglia di costruzione, in grazia della quale Allah avrà già, speriamo, perdonato all'architetto nel mondo di là la invenzione dell'algebra, scienza così detta a ricordanza del suo fondatore.

I piccoli e scuri bazarri a pian terreno, avanzi anch'essi dei tempi arabi, son ripieni di curiosi spettatori che in aspettazione della festa passano mattana lanciando motteggi a quelli di fuori. Gli stretti, ma lindi e ben lastricati vicoli si confondono coi vestiboli delle case, e gli ameni *patios*, o cortili scoperti nel mezzo delle case, ove le famiglie sogliono radunarsi per farvi la *siesta*, cioè per meriggiare, accanto alla garrula fontana e al rezzo delle fiorite piante, si separano dall'ingresso da cancelli di foggia elegantissima e traforati come pizzi, in modo che tu li diresti fatti per invitare anzi che per respingere gli estranei.

In tal modo l'intiera città trovavasi riunita come in una festa di famiglia, quando verso lo imbrunire del Giovedì Santo i portoni del duomo e delle altre chiese si spalancarono ad un tratto e cominciò la processione solenne delle sacre immagini. Io aveva già preso posto nell'animatissima *Calle de la Sierpe* ed ebbi a rallegrarmi non poco della scelta, trovandomi di faccia una vezzosa biondina colla quale ben presto si aprì un attivo servizio telegrafico di sguardi amichevoli, arte nella quale le Sivigliane possono far da maestre alle altre spagnole; che è tutto dire. Per infondere più ardire nel sangue temperato del barbaro nordico la mia bella vicina fece vedere un pedino così minuto da scusare quasi la severità di quel detto popolare secondo il quale sei rematori potrebbero navigare il Guadalquiviro nella scarpa di una tedesca. Non c'era da temere i baffi marziali dei genitori che le stavano di fianco, dico dei *genitori*, perchè la mamma pure n'aveva un paio dei meglio riusciti — essendo un padre spagnolo capace di cavarsi il cappello in riconoscimento di una qualche graziosa paroletta lanciata di passata alla figliola. Del resto, fummo presto ricompensati del nostro ardire, chè tutti i vicini facevano a gara per imitarci ed essere ammessi nella nostra improvvisata intimità; sicchè l'allegria si manteneva sempre al colmo e nulla fu lasciato passare inavvertito.

Un batter cupo di tamburi, troncato da una marcia funebre, la quale venne seguita da un motivo allegro, annunciava l'avvicinarsi delle pro-

Fait a Berne le vingt-deux juillet mil huit-cent soixante-huit.

Les Plénipotentiaires suisses
(L. S.) J. Dubs
(L. S.) F. Frey-Hérosée.

Le Plénipotentiaire italien
(L. S.) Melegari.

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, seguita da una Dichiarazione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Firenze addì primo del mese di aprile, l'anno del Signore mille ottocento sessantanove, vigesimoprimo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Presidente del Consiglio Ministro per gli Affari Esteri
L. F. Menabrea.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI.

DIREZIONE GENERALE DEI TELEGRAFI.

Con effetto dal 1° giugno prossimo la Compagnia anglo-americana del cordone transatlantico ha ridotta la tassa del telegramma di dieci parole, a partire da Londra, a due lire sterline coll'aumento di quattro scellini per ogni parola in più.

E così ad esempio il costo di un dispaccio di dieci parole da Londra a New York, che prima era di lire 84 40, è ridotto a lire 50 00 coll'aumento di lire 5 00 per ogni parola oltre le dieci.

Alla tassa del dispaccio entro le 20 parole si aggiungono, per la percorrenza da qualunque ufficio italiano a Londra, lire 9 00 e quest'ultima tassa aumenta della metà per ogni serie di dieci parole o frazione di serie.

Firenze, 29 maggio 1869.

MINISTERO DELL' ISTRUZIONE PUBBLICA.

Esami di ammessione e di concorso ai posti gratuiti vacanti nella R. Scuola Superiore di medicina veterinaria di Milano.

Pel venturo anno scolastico è vacante nella Regia Scuola di medicina veterinaria di Milano un posto gratuito.

A termini degli articoli 79 e 95 del regolamento approvato con R. decreto dell'8 dicembre 1860 i posti suddetti si conferiscono a quelli che negli esami di ammessione daranno migliori prove di capacità, ed otterranno almeno quattro quinti dei suffragi.

Basteranno tre quinti dei suffragi per l'ammessione a far il corso a proprie spese.

Gli esami di ammessione o di concorso abbracciano gli elementi d'aritmetica, di geometria e di fisica, il sistema metrico decimale, la lingua italiana secondo il programma annesso al decreto ministeriale del 1° aprile 1856, n° 1538 della Raccolta degli atti del Governo, e consistono in una composizione scritta in lingua italiana, ed in un esame orale.

Il tempo fissato per la composizione non può oltrepassare le ore quattro dalla dettatura del tema. L'esame orale durerà non meno di un'ora.

Gli esami di ammessione o di concorso si daranno in ciascun capoluogo delle provincie di Lombardia, e si apriranno il 19 agosto prossimo.

Agli esami d'ammessione per fare il corso a proprio spese può presentarsi chiunque abbia i requisiti prescritti dall'articolo 75 del suddetto regolamento e produrrà i documenti infraindicati: pei posti gratuiti possono solamente concorrere i nativi della Lombardia.

Gli aspiranti devono presentare al R. provveditore agli studii della provincia od all'ispettore delle scuole del circondario in cui risiedono, entro tutto il mese di luglio prossimo venturo, la loro domanda corredata:

1° Della fede di nascita, dalla quale risulti aver essi l'età di anni 16 compiuti;

2° Di un attestato di buona condotta rilasciato dal sindaco del comune, nel quale hanno il loro domicilio, autenticato dal sottoprefetto del circondario;

3° Di una dichiarazione autenticata comprovante che hanno superato con buon esito l'innesto del vaccino, ovvero che hanno sofferto il vaiuolo naturale.

Gli aspiranti dichiareranno nella loro domanda se vogliono concorrere per un posto gratuito, o soltanto per essere ammessi a far il corso a proprie spese, e dovranno nel giorno 18 agosto presentarsi al Regio provveditore degli studii della provincia per conoscere l'ora ed il sito in cui dovranno trovarsi per l'esame.

Le domande di ammessione all'esame debbono essere scritte e sottoscritte dai postulanti. Il R. provveditore e l'ispettore nell'atto che lo riceva attesterà appiè di esse che sono scritte e sottoscritte dai medesimi.

Le domande ed i titoli consegnati agli ispettori saranno per cura di questi trasmessi al Regio provveditore della provincia fra tutto il 4 agosto.

Sono esenti dall'esame di ammessione per far il corso a loro spese i giovani che hanno superato l'esame di licenza liceale od altro equivalente, per cui potrebbero essere ammessi agli studii universitari, ma non lo sono coloro che aspirano ad un posto gratuito.

Milano addì 24 marzo 1869.

Il Direttore della R. Scuola Superiore di medicina veter.
Tombari.

MINISTERO DI MARINA

Capitaneria di Porto del Compartimento marittimo di Napoli.

Le guardie doganali di Cuma, Patria e Torre Gavida, luogotenenza di Miliscola, il 29 dello scorso mese di marzo ricuperarono dal mare numero 64 pezzi di legname da costruzione di abete e castagno valutati per lire 52.

Chiunque credesse avervi diritto potrà farne domanda alla Capitaneria di Porto in Napoli nel termine di legge, avvertendo però, che non essendosi potuto conservare, senza deteriorazione, pel termine di un anno, se n'è di già operata la vendita, ed il prodotto netto che se ne ricavò fu versato nella Cassa depositi della gente di mare a disposizione degli aventi diritto.

Napoli, 24 maggio 1869.

Il Capitano di Porto
Maringhi.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO.

Si avverte che, a far tempo dal 1° del p. v. giugno, l'ufficio degli agenti di cambio accreditati per le operazioni di debito pubblico da eseguirsi presso questa Generale Direzione è aperto nel palazzo demaniale, sede della Direzione Generale stessa, in via della fortezza, n° 8, dalle ore 2 alle 3 del pomeriggio d'ogni giorno non festivo.

A partire dallo stesso giorno non saranno più ammesse le autenticazioni dei notai e degli altri agenti di cambio, sia per le dichiarazioni da firmarsi sui registri di questa Generale Direzione, sia per quelle di cessione fatte a tergo dei certificati d'iscrizione.

Si pregano gli altri periodici di Firenze a volersi compiacere di riprodurre il presente avviso per maggior notizia di chi di ragione.

Firenze, addì 26 maggio 1869.

Il Direttore generale
F. Mancardi.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Conformemente alle disposizioni degli articoli 31 della legge 10 luglio 1861 e 47 del Regio decreto 28 stesso mese ed anno,

Si notifica che i titolari delle sottodesignate rendite, allegando la perdita dei corrispondenti certificati d'iscrizione, hanno ricorso a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, vengano loro rilasciati nuovi titoli.

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che, sei mesi dopo la prima pubblicazione del presente avviso, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni, si rilascieranno i nuovi certificati.

(Seconda pubblicazione.)

CATEGORIA DEL DEBITO	NUMERO DELLE ISCRIZIONI	INTESTAZIONE	RENDITA	DIREZIONE PRESSO CUI È ISCRITTA LA RENDITA
Consolidato 5 p. 0/0	34707	Parrocchiale di Bardonnecchia, diocesi di Susa . . . L con l'annotazione che la rendita proviene dall'assegnazione fatta con decreto del 13 marzo 1829 della Commissione incaricata dell'esecuzione del Breve Pontificio del 14 maggio 1828 all'art. 42 parte per aumento	120 »	Torino
	3389	Mancio Francesco Vincenzo Maria fu notaio Pietro Francesco, domiciliato in Torino. . . . . » (Annotata d'ipoteca).	160 »	
	27811	Antonini Clementina fu Antonio, maritata Messa . . »	50 »	
	12 56	Fabbriceria della chiesa parrocch. di Comazzo (Milano) »	100 »	
	31609	Suddetta . . . . »	20 »	
	334[illegible]	Cappellania Moroni, già eretta nella chiesa cattedrale di Lodi, di patronato della famiglia Crescentini . . » (Assegno provvisorio).	2 22	
	27609	Comunità di Olgiate, mandamento XIII, provincia di Como . . . . »	670 »	
	27610	Suddetta . . . . »	55 »	
	39322	Comune di Olgiate Comasco, provincia di Como . . . » con l'avvertenza che la rendita iscritta rappresenta parte dell'affrancazione dell'annuo canone di già austriache lire 79. 93, ecc., ecc.	70 »	
	49643	Suddetto . . . . » con l'avvertenza che la rendita iscritta rappresenta in parte l'affrancamento dell'annuo censo di lire 25 60, ecc., ecc.	25 »	
	1382[illegible]	Comune di Olgiate, mandamento XIII, di Appiano, provincia di Como . . . . » (Assegno provvisorio).	1 48	Milano
	13821	Suddetto . . . . » (Assegno provvisorio).	2 03	
Consolidato 3 p. 0/0	154[illegible]	Comune di Olgiate e Solbiate, mandamento XIII, di Appiano, provincia di Como, per la rispettiva quota di lire 8,199 35 pel primo e lire 3,200 65 pel secondo »	102 »	
	1549	Suddetto . . . . »	102	
	155[illegible]	Suddetto . . . . »	102 »	
	155	Suddetto . . . . »	9 »	
	155[illegible]	Suddetto . . . . »	9 »	
	1553	Suddetto . . . . »	9 »	
	155	Suddetto . . . . »	9 »	
	155[illegible]	Suddetto . . . . »	9 »	
	155[illegible]	Suddetto . . . . »	9 »	
	1557	Suddetto . . . . »	9 »	
	1558	Suddetto . . . . »	9 »	
	1559	Suddetto . . . . »	15 »	
	1575	Suddetto . . . . » (Assegno provvisorio).	1 06	
Consolidato 5 p. 0/0	1417[illegible]	Creser Giacomo di Gennaro . . . . »	105 »	
	3110	Suddetto . . . . » (Assegno provvisorio). (Annotate di vincolo).	1 25	
	39021	Cerbo Federico . . . . » (Annotata di vincolo).	30 »	
	45434 Certificato di usufrutto	Fieschi Stefanina fu Michele . . . . »	100 »	Napoli
	48344	Ferrara Teresa fu Ferdinando, minore, sotto l'amministrazione dei coniugi Rosa d'Alessandro e Bartolomeo Barbati, tutrice e contutore . . . . »	350 »	
	77691	De Carlo Michele di Leonardo . . . . »	5 »	
	126939	Sarnelli Leopoldo fu Giuseppe . . . . »	1500 »	
	12572 Certificato di usufrutto	De Filippis Vincenzo di Raffaele . . . . »	610 »	

CATEGORIA DEL DEBITO	NUMERO DELLE ISCRIZIONI	INTESTAZIONE	RENDITA	DIREZIONE PRESSO CUI È ISCRITTA LA RENDITA
Consolidato 5 p. 0/0	64169	Cappellania eretta dal sig. Sebastiano Brinda, e per essa al cappellano *pro tempore*, attualmente signor Giuseppe Brinda. . . . . »	85 »	
	5397[illegible]	Chiesa parrocchiale di S. Giovanni Battista di Pozzovetere, in Caserta, rappresentata dal parroco Vincenzo Ciccia . . . . »	5 »	
	11673	Minozzi Biagio fu Ciro . . . . »	1330 »	
	11674	Suddetto . . . . »	435 »	
	7931[illegible]	Suddetto . . . . »	145 »	
	9350[illegible]	Suddetto . . . . »	35 »	
	93824	Suddetto . . . . »	5 »	
	9382[illegible]	Suddetto . . . . »	5 »	
	9382[illegible]	Suddetto . . . . »	5 »	
	12064[illegible]	Suddetto . . . . » (Tutte con annotazione di vincolo).	2125 »	
	2646[illegible]	Biello Francesco fu Giuseppe, e per esso il sig. Biello Raffaele di Luigi, vita sua durante . . . . » (Con annotazione di vincolo)	110 »	
	25354 Certificato di usufrutto	Calzolaio Domenico fu Vincenzo, per la proprietà . . » intestata al ceto dei primi creditori incapienti, annessa nella nota dei gradi a danno degli eredi di Vincenzo Calzolaio.	320 »	
	136962	Bellucci Anna Luisa, fu Francesco, moglie del signor Giuseppe Della Guardia. . . . . »	150 »	Napoli
	93897	Ciuccio Concetta fu Gaetano, minore, sotto l'amministrazione di Francesca Perongino sua madre. . . »	125 »	
	734	Minozzi Biagio fu Ciro . . . . »	2280 »	
	11672	Suddetto . . . . » (Ambedue annotate di vincolo)	170 »	
	110319	Vastola Francesca ed Amalia, minori, sotto l'amministrazione di Francesco Forno loro tutore. . . . »	40 »	
	143137	De Marco Maria Giovanna fu Luigi, vedova di Tommaso Mungella . . . . »	1075 »	
	11735[illegible]	Contursi Giuseppe fu Fabrizio . . . . »	5 »	
	12318[illegible]	Suddetto . . . . » (Ambedue annotate d'ipoteca)	15 »	
	134914	Mauro Annina fu Pasquale, moglie di Giuseppe Rambaldi . . . . » (Con annotazione di vincolo)	375 »	
	109447	Linguiti Luisa fu Filippo, sotto l'amministrazione di Pasquale d'Ambrosio di lei marito . . . . »	405 »	
	41786	Suddetta . . . . »	675 »	
	10359	Suddetta . . . . » (Assegno provvisorio). (Tutte tre con annotazione di vincolo).	0 75	
	9572	Bussarelli Martino fu Fortunato, domiciliato in S. Salvatore . . . . » (Annotata d'ipoteca).	25 »	Palermo
Debito 27 agosto 1820 Cartelle del Monte Veneto	110166 / 3316	Ditta Marcuard e C.i di Berna — Mon. di conv. Fior.	633 40	
	110197 / 3319	Suddetta — Id. »	300 »	
	11020[illegible] / 3320	Suddetta — Id. »	200 »	
	11168[illegible] / 3371	Suddetta — Id. »	100 »	
	11729[illegible] / 3488	Suddetta — Id. »	100 »	
	119[illegible] / 3[illegible]	Suddetta — Val. austr. »	38 50	Monte Veneto
	11024 / 3323	Suddetta — Mon. di conv. »	150 »	
	11024[illegible] / 3324	Suddetta — Id. »	200 »	
	11304[illegible] / 3417	Suddetta — Id. »	250 »	
	117211 / 34[illegible]6	Suddetta — Id. »	430 »	
	123604 / 3649	Suddetta — Id. »	70 »	
	12360[illegible] / 3650	Suddetta — Id. »	55 »	
	475[illegible]	Suddetta — Val. austr. »	520 50	

Torino, il 16 marzo 1869.

Per il Direttore Generale
L'Ispettore Generale
GALLETTI.

Il Segretario della Direzione Generale
G. Ciampolillo.

PARTE NON UFFICIALE

NOTIZIE ESTERE

GRAN BRETAGNA

Scrivono da Londra:

Ieri mercoledì fu la ricorrenza della gran festa nazionale, il giorno cioè della Derby, ed il Parlamento, ancora in vacanza, perdette quest'anno l'occasione di fare atto d'omaggio ai vecchi usi del paese sospendendo i suoi lavori nel giorno in cui ogni buon inglese tien gli occhi rivolti alle verdi campagne d'Epson. Oggi peraltro la Camera ripiglia le sue tornate, ed il primo suo compito sarà quello di sbrigare le ultime formalità richieste perchè il progetto sulla Chiesa irlandese venga trasmesso alla Camera de' Signori. Quanto alla sorte che l'aspetti in quel ricinto, le opinioni sono diverse; nè v'ha per ora alcun che che ci permetta di prevedere l'esito. Il progetto peraltro, nel caso venisse respinto, verrebbe infallibilmente ripresentato nella seguente sessione, e la Camera dei Signori appena s'arrischierebbe ad un secondo rigetto; sicchè a peggio andare il trionfo dei principii liberali verrebbe differito solo di qualche mese.

Intanto lo *Star* fa appello al buon senso della Camera Alta perchè venga scansato il pericolo di un conflitto fra i due rami del Parlamento. I conservatori s'ingannano a partito, dice il foglio radicale, se credono che al rigetto del progetto terrebbe dietro la caduta del ministro. La nazione ha affidato al Gladstone l'eseguimento di un programma determinato, ed un gabinetto che dispone di una maggioranza di cento voti non sarà mai per sacrificare la causa della libertà ad una questione di galateo parlamentare. La *Saturday Review* parla più esplicitamente ancora nel medesimo senso.

MONARCHIA AUSTRO-UNGARICA

Il foglio ufficiale pubblica il testo della legge sulla giurisdizione militare, non che di due altre leggi d'interesse speciale.

Una lettera da Praga annunzia prossima la conferenza dei vescovi boemi allo scopo di intendersi intorno al contegno da seguire, d'accordo cogli altri dignitari della Chiesa, nella ventura sessione della Dieta, non che nelle imminenti elezioni.

---

cessioni. Queste furono aperte da un drappello di soldati che marciava a passo lento e misurato colle mani giunte e le canne degli schioppi volte all'ingiù; seguivano i membri delle diverse confraternite in abito da penitenti nero, bianco o violetto; venivano a due a due, mascherati, guantati, coi cappelloni puntati in testa e carico ciascuno di un enorme cero. In alcune delle processioni facevano comparsa certi drappelli di soldati romani, nelle loro divise antiche con lancia e corta spada, e col solito S. P. Q. R. inscritto sugli stendardi.

Furono poi accolti con applausi strepitosi i gruppi di bambini che rappresentavano angioletti con portentose ali portate da que' piccini con la dignitosa serietà di chi sa di compiere un grave ufficio. Dopo questi s'avanzavano col capo scoperto i rappresentanti delle confraternite civili, preti co' paramenti festivi ed armati di turiboli d'argento, di croci, crocifissi ed altri arredi da chiesa velati a bruno, mentre altri muniti di bastoni d'argento davano il segnale di fermarsi o di riprendere il passo. E finalmente venivano sopra ingenti palchi, sorretti da gigantesche Gallegos, che si tenevano nascosti dietro sontuose cortine di velluto, avvolti in nuvoli d'incenso, illuminati da centinaia di ceri e sorgenti fino ai secondi piani delle case, i sacri gruppi che rappresentavano i vari episodii della Passione, Cristo co' suoi discepoli sul Monte degli Ulivi, o nel tribunale di Ponzio Pilato, la Flagellazione, la Crocifissione e via dicendo. Come videro questo grandioso spettacolo i ragazzi, che si erano arrampicati su per i lanternoni ed ovunque trovavasi un mezzo palmo di spazio per poggiarvi un piede o altro, proruppero in assordanti evviva a Cristo, alla Madre di Dio, a questo o quest'altro santo ed alla Chiesa cattolica; qua e là qualche estasiata vecchiarella borbottava una litania; le donne si segnavano, gli uomini si cavavano rispettosi il cappello; ma nessuno cadeva ginocchione, come nel buon vecchio tempo.

Appena si farebbe un'idea della pompa colla quale la gara delle singole chiese avea rivestito quest'elemento delle diverse processioni. I palchi, larghi talvolta dieci piedi con un'altezza di venti almeno, erano tempestati di bullette di oro e d'argento massiccio, alti candelieri d'argento sostenevano i giganteschi ceri, le croci lunghe circa otto piedi erano di madreperla riccamente orlata d'argento.

Le figure stesse, per lo più di niun pregio artistico, vestivano sontuose stoffe di velluto e le corone di Cristo e della Madonna risplendevano d'oro e di pietre preziose.

Il Redentore portava una sottana di velluto copiosamente dorato, mentre la Madre di Dio attraeva tutti gli sguardi coll'ampia magnificenza dello strascico, che dall'altezza di un secondo piano copriva di qua e di là tutta quanta la larghezza del palco e scendeva in ampie pieghe al suolo. È da notarsi che i Sivigliani hanno serbato le tradizioni del crinolino e dello strascico, laddove nelle provincie nordiche, per esempio a San Sebastiano, la Vergine porta una vesta succinta, alla francese.

Quante processioni di questa fatta percorsero la città, nol saprei dire. Cominciarono il Giovedì Santo verso le 6 e durarono con poche interruzioni fino alla mattina del sabato. A mio credere, la impressione prodotta da siffatti spettacoli sugli animi esaltati doveva essere assai più viva di notte che di giorno. Figurati l'andatura grave e composta di una di quelle file di penitenti e di preti i quali all'improvviso e senza rumore — chè di notte la musica taceva — infilavano una strada oscura; quel movente Calvario colle sue figure maggiori del vero; quel mar di luce irradiante dall'alto; il luccichio d'oro, d'argento e di pietre preziose e i serpeggianti vapori dello incenso, il cui profumo riempiva l'intiera città! Tutto, perfino i passi striscianti dei nascosti portatori e nelle lunghe soste il ripetuto picchiare dei bastoni d'argento sul pavimento, contribuiva ad accrescere il misterioso incanto della cerimonia.

Mezzo secolo fa, queste processioni rivestivano un carattere pur troppo orribile. Un quadro del Goya nell'Accademia madrilegna *de Nobles Artes de San Fernando* rappresenta un gruppo di penitenti, colle spalle nude, col viso coperto di maschere di tela bianca, che si flagellano fino al sangue. E or sono quasi due secoli la spiritosa signora de Villars, amica della Sévigné, accennava nel modo seguente alle processioni del Venerdì Santo.

« Vi sono pure precetti che insegnano il modo di flagellarsi con garbo, e s'impara l'arte come s'impara a ballare o a tirar di spada. Chi è passato maestro in quest'esercizio ha cura di non muovere il braccio, dovendosi impiegare o il solo polso e amministrare i colpi senza fretta ed in modo che la candidissima camiciola rimboccata non si macchi di sangue. Con tutto ciò si conciano in guisa orribile e fan colare il sangue a ruscellini, camminando a passo lento per le vie e percotendosi senza misericordia innanzi ai balconi delle lor belle, che li guardano pei pertugi delle imposte, incorandoli co' gesti a rincarar la dose e quindi ringraziandoli di sì delicata premura. Se per caso s'imbattono in una vaga giovinetta per le vie si picchiano in modo da inzaccherare anche questa col sangue che schizza dalle lor ferite, il che si ritiene la più squisita finezza che far si possa. »

Non di rado accade, soggiunge l'autrice, che due processioni rivali vengono alle mani fra loro menandosi botte da orbo colle discipline e co' pugni, come successe un giorno fra il marchese di Villa Hermosa ed il duca di Bejar. « Tornati a casa, scrive la Villars, questi servitori di Dio si vendicano con una solenne corpacciata di ogni maniera di carne e d'intingoli, in onta alla Settimana Santa, perchè dopo un'opera pia di quella fatta si credono lecito un qualche peccatuzzo. »

Durante la notte tutte le chiese rimanevano aperte ed il popolo vi entrava ed usciva continuamente, mirando con estasi le effigie dei Santi illuminate da migliaia di ceri e farzosamente parate. In duomo si era eretto un catafalco, alto cento piedi e detto il « monumento. »

Qui l'abbagliante profusione di colori e di luce rammentava le *Mille ed una notte* dell'arabo cantastorie.

Le poderose colonne del tempio erano avvolte da capo a fondo in ricchi addobbi di velluto chermisino. Qui, accanto ad un'altissima figura di Cristo, i cui piedi erano baciati continuamente dalla folla dei fedeli, e che teneva in mano, al pari delle numerose statue della Madonna, una pezzola di finissima batista, un rivenditore di reliquie e d'altre santurie aveva piantato bottega e faceva buoni affari, giudicando dalla ciottola d'argento che gli stava davanti ripiena di quattrini. In altra parte della chiesa un crocchio di gente ascoltava una predica sulla storia della Passione, ed io dovetti convincermi anche una volta che all'eloquenza religiosa nessuna lingua conviene meglio del sonoro, virile e maestoso idioma castigliano. Le prediche, per vero, non si scostavano dalle vie mezzane, chè al predicatore pareva di cavarsela anche troppo bene amplificando a dismisura il racconto sacro e dipingendo minutamente, e direi quasi notomizzando i patimenti corporali del Redentore. Oltremodo inesauribile e passionato in questo rispetto fu il discorso di certo imberbe pretucolo il quale, venuto alla perorazione, protese la mano con gesto solenne verso la figura di Cristo e senz'addarsi dello strano contrapposto gridò al popolo di « mirar colà Gesù, che ignudo e spogliato trascina il pondo della croce! » E la gente, seguendo gli sguardi del predicatore, fissava gli occhi sulla già mentovata effigie pomposamente addobbata di velluto e di gioie e portante in mano una croce di argento massiccio e la profumata pezzola di batista!

Nell'uscire di questo tempio, vedendo la squallida torma di pezzenti che ne ingombrava i portoni, non mi lamentavo gran fatto dell'esser tedesco.

(Continua)

Una corrispondenza da Lemberg nell'*Allgemeine Zeitung*, completando le notizie già date rispetto al nuovo stato di cose prodotto dal contegno dei deputati polacchi, dice trattarsi di già di prossimi mutamenti personali e di rilevanti riforme giudiziarie ed amministrative nella Gallizia.

A Pest seguita la discussione dell'indirizzo. In un lunghissimo discorso riprodotto dalla *Viener Zeitung* del 29, il Ministro Eötvös appoggia quello della Commissione, diffondendosi sulla parte importante che spetta all'Ungheria nei consigli dell'impero animato da un nuovo soffio di vita sulla necessità di un'azione comune nelle cose di comune interesse e sovratutto in quelle appartenenti alla sicurezza della patria generale. Il discorso del Ministro fu accolto da lunghi e fragorosi applausi.

— La *Corr. Havas* pubblica il seguente carteggio in data di Vienna 25 maggio:

Gli spiriti calmi, che del progresso sociale di un popolo giudicano con pari riguardo alle condizioni della pubblica istruzione ed a quelle delle istituzioni politiche devono felicitare l'Austria perchè abbia adottata la nuova legge concernente le scuole primarie e l'istruzione popolare.

Sono appena scorsi 12 mesi da quando l'imperatore sancì le leggi confessionali mediante le quali vennero proclamate la libertà e l'eguaglianza di tutti i culti, la emancipazione delle pubbliche scuole e la giurisdizione ecclesiastica nelle liti matrimoniali venne rimpiazzata dai tribunali ordinari.

Oggidì, grazie al concorso patriottico del Governo e delle due Camere del Reichsrath, la legge sull'istruzione primaria sancita dall'Imperatore ci permette di sperare un avvenire degno della moderna civiltà.

Questa legge lascia il campo aperto alle migliorie pratiche ed agli sforzi patriotici delle Diete provinciali in questo ramo importantissimo del pubblico servizio e consente che se ne faccia l'applicazione conforme agli speciali bisogni delle varie nazionalità.

I principii fondamentali della nuova legge sono i seguenti:

1° Che ogni scuola mantenuta interamente od anche in parte soltanto a spese dello Stato è aperta a tutti i fanciulli *senza distinzione di credenza o di confessione.*

2° La istruzione religiosa degli scolari è affidata alle cure delle comunità ed autorità ecclesiastiche rispettive, ma dovrà procedere in armonia colle leggi e regolata d'accordo colle autorità civili.

3° L'insegnamento deve comprendere: religione, lingua, scrittura, calcolo, canto, elementi di geometria, di scienze naturali, di geografia e di storia e gli esercizi ginnastici. Per le ragazze vi si aggiungerà l'insegnamento dei lavori manuali e delle faccende di casa. Nelle campagne vi si aggiungerà inoltre un pezzo di terreno per saggi di orticoltura e di agricoltura.

Disposizioni particolari regolano l'insegnamento nelle scuole delle fabbriche ed il *maximum* del numero degli alunni in una stessa classe.

4° L'insegnamento primario è obbligatorio dai 6 ai 14 anni. I genitori o tutori ne sono responsabili.

Un capitolo speciale contiene le disposizioni relative alla fondazione degli istituti (scuole normali) per l'istruzione dei futuri maestri e maestre di scuola. Questo insegnamento è gratuito e favorito da sussidi che verranno accordati agli aspiranti più capaci. La qualità del maestro di scuola è dichiarata carica pubblica, accessibile a qualunque cittadino, senza distinzione di religione. I maestri verranno nominati dal Consiglio di pubblica istruzione sopra proposta del comune. Il loro stipendio dovrà in ogni luogo venire fissato in misura da bastare al decoroso mantenimento delle persone dei maestri e delle loro famiglie. Così i maestri come le loro vedove ed orfani hanno diritto a pensione. In qualunque località dove vi sieno almeno quaranta ragazzi una scuola primaria è di rigore. Le spese pel mantenimento della scuola incombono prima al comune e sussidiariamente allo Stato. Il Tesoro continuerà ad applicare come ha fatto sempre il sistema dei sussidii.

— La Commissione incaricata del controllo del debito pubblico austriaco ha dato in luce un prospetto della situazione del debito medesimo alla fine del 1868.

Secondo questo prospetto il debito ammontava a questa data a 2,558,229,378 fiorini e l'interesse annuo da corrispondersi ammontava a 101,898,023 fiorini.

Il debito fluttuante a carico delle sole provincie austriache era di 118,741,321 fiorini.

Il debito totale di 2,692,067,316 fiorini con 106,368,170 fiorini di interesse annuo.

Questa situazione paragonata con quella del 1867 constata una diminuzione di 26,460,750 fiorini sul debito consolidato; di 20,112,141 fiorini sul debito fluttuante; e di 207,924,761 fiorini sul debito fluttuante comune.

PORTOGALLO.

I progetti presentati dal Governo portoghese alle Camere per equilibrare le entrate e le spese del Regno produrranno secondo i calcoli del *Times* un maggiore incasso annuo di 900,000 sterline.

Le nuove imposte riguardano i vari cespiti della rendita pubblica. L'imposta sulla proprietà, imposta leggerissima dopo l'abolizione delle decime seguita più di trent'anni addietro, viene, secondo i progetti del Governo di Lisbona, aumentata in guisa da produrre 450,000 sterline di più all'anno. Un balzello del 10 per cento verrà prelevato su tutti i benefizi netti delle compagnie bancarie ed altre compagnie anonime prima che segua il riparto dei dividendi fra gli azionisti. I direttori e gli impiegati pagheranno anch'essi un'imposta del 10 per cento sui loro stipendi. Un'imposta di egual natura, ma dell'8 per cento soltanto, verrà stabilita a carico di tutti gli stabilimenti manifatturieri. Dal punto di vista della riscossione delle imposte il Regno viene diviso soltanto in quattro distretti provinciali e la esazione viene semplificata in modo da riuscire meno costosa. Le imposte personali incombenti alle varie classi degli uomini di affari vengono anch'esse accresciute. Le leggi relative alle tasse di eredità vengono modificate e le tasse medesime aumentate. Altrettanto avviene riguardo alla tassa di bollo, mentre che le tasse di dogana vengono modificate in taluni casi, quando possono prestare occasione ad un aumento delle entrate.

RUSSIA

Scrivono da Pietroburgo in data del 24 avere il governatore generale di Turchestan, generale von Kaufmann dichiarato in un banchetto essere ormai cessata l'epoca delle conquiste russe nell'Asia Centrale e subentrato un periodo di pace. La guerra con Bucara, ei soggiunse, non era in contraddizione a tal politica, imperocchè, lungi dall'esser provocata da Russia, dessa era difensiva e cagionata dagli atti ostili dell'Emiro.

Una Commissione, formata da rappresentanti dei dicasteri dell'Interno, della Marina, della Guerra e della Finanza, è incaricata sotto la presidenza dell'aiutante generale Skolkoff di riferire intorno alla condizione materiale dell'isola Sachalin, ove trattasi di fondare uno stabilimento penitenziario.

NOTIZIE VARIE

Sabato sera, 29, giunsero a Firenze, a ore 8, provenienti da Roma, le LL. AA. il Duca Giorgio e la Duchessa di Sassonia Meiningen con la loro figlia Principessa Maria e un seguito numeroso. È stato loro assegnato un sontuoso appartamento nella Real residenza del Palazzo Pitti.

Ieri, nelle ore pomeridiane, il Duca, la Duchessa e la loro figlia, in compagnia di S. M. il Re e di alcuni distinti personaggi, si recarono in carrozze scoperte di gala alla passeggiata delle Cascine, dove era straordinaria l'affluenza delle carrozze e d'ogni classe di cittadini. Il Reale corteggio fece due volte il giro delle Cascine, e il popolo accalcavasi sul loro passaggio salutando rispettosamente.

— La Giunta comunale disponeva sabato della generosa somma che S. A. il Kedive d'Egitto elargiva ai poveri della città lasciando Firenze.

La Giunta decretava che 1600 franchi venissero elargiti agli Asili infantili, altrettanta somma alla Pia Casa di Lavoro e 1000 agli Ospizi Marini perchè venissero inviati tanti ragazzi poveri fiorentini ai bagni di mare, e 500 lire finalmente destinava alla Società di Patrocinio per i liberati dal carcere.

Inviava il rimanente della somma alla Congregazione di carità perchè la distribuisse ai poveri della città di Firenze. (*Nazione*)

— Il conte Cambray Digny, ministro delle finanze, è stato colpito da una irreparabile sventura. Suo figlio il conte Luigi, sottotenente nel reggimento lancieri di Novara e aiutante di campo del generale Cialdini, è morto ieri mattina, domenica, in Pisa, dopo breve malattia.

— Si legge nella *Perseveranza*:

Nel nostro istituto tecnico superiore si è impresa una serie di studii interessantissimi sulla resistenza dei materiali da costruzione, di cui il paese dispone; studii, che potranno non poco giovare ai progressi della scienza edilizia, oggi più che mai nelle occasioni frequenti di nuove e svariate fabbriche. Finora non si è dato opera che alle prove di schiacciamento sulle pietre: al che succederanno quelle di trazione sui metalli. Una potentissima leva vale a cotesto doppio fine: le pietre soggette alla prova sono predisposte tutte ad un'egual forma cubica, di 5 centimetri di lato; e vi si tien conto del primo sfaldamento degli spigoli e della frattura completa. Ad oltre cinquecento sommano gli esperimenti finora effettuati, sopra una ventina, circa, delle materie nostre. Diversi graniti, le beole, il ceppo, le pietre calcari, silicee o argillose di Viggiù, di Saltrio, di Breno, di Sarnico, di Viganò, di Varenna, di Musso, della Creola, della Gandoglia, d'Angera, ecc., sono così passate sotto una poderosa pressione che può giungere quasi fino a quaranta tonnellate. Prove analoghe si operano, o sono in preparazione, per le composizioni supplementari, ottenute da cementi o da calci, quali sono il cemento di Val Seriana della Società Bergamasca, quello di Lecco, le calci di Palazzolo e di Carate. E i tentativi saranno spinti per esse fino a riconoscere la loro resistenza dopo lunghi periodi di seppellimento entro terre umide o di immersioni sottacqua. Delle sperienze andiamo debitori alla solerzia di due giovani ed egregi ingegneri come sono i professori Celeste Clericetti e Leonardo Loria, insegnanti dell'Istituto stesso. I preziosi resultamenti delle loro indagini saranno consegnati nel prossimo fascicolo del nuovo *Politecnico*; e questo cenno non vorrebbe che chiamare su di essi l'attenzione degli studiosi di coteste materie.

— Leggiamo le seguenti notizie nel *Giornale di Sicilia* del 28:

Ieri l'altro il generale Medici accompagnato dal generale Masi, dal direttore cav. Valsecchi, dal questore cav. Albanese e dal prof. Mercantini fece una corsa di prova fino alla fermata di Sciara, che riuscì soddisfacentissima. Questo nuovo tratto di strada sarà aperto al pubblico il giorno della Festa Nazionale.

— Un nuovo sussidio è stato accordato alla costruzione del progettato tronco ferroviario Siracusa-Licata, e di non lieve importanza. Questo sussidio è di 50,000 lire, pagabili in tre rate, e la città che l'ha votato è Noto. Lo ripetiamo, è da un capo all'altro della Sicilia che si danno testimonianze dell'immenso desiderio che si ha di vedere crescere il numero delle ferrovie, di questo veicolo di ricchezza e d'incivilimento.

— La scorsa notte, per opera del delegato di pubblica sicurezza di Burgio, del capitano comandante il distaccamento del 14° fanteria, e dell'arma dei Reali carabinieri, fu arrestato il famoso capobanda Aliuto Riggio che per più anni fu il terrore di quelle contrade.

— R. Istituto Lombardo di scienze e lettere. (Adunanza del 13 maggio 1869).

La seduta incomincia ad un'ora dopo mezzodì, sotto la presidenza del vicepresidente dott. Castiglioni.

Il socio corrispondente dottore Felice Dell'Acqua legge *Sulla istituzione in Milano di un Comitato per la pratica e la diffusione della vaccinazione animale.* Dopo aver fatta la storia d'un tal Comitato e degli intenti precisi profilatici cui intende, il dottor Dell'Acqua fornisce molte particolarità sulle ragioni scientifiche e pratiche, per cui sembra opportuno ritornare ai metodi primitivi di Jenner e di Sacco, cioè all'adozione della *vaccinazione animale* in luogo della *vaccinazione da braccio a braccio*, altrimenti detta *umanizzata*. Ritenendo soltanto come probabile che la linfa vaiuolosa tolta alla vacca, abbia un'azione preventiva più spiccata in confronto di quella che si ottiene dalla linfa vaiuolosa umanizzata; ammettendo pur solo la possibilità che la linfa umanizzata possa essere causa di trasmissione dei germi fatali della rachitide, del cancro, del tubercolo, della scrofola e via dicendo; è però certo ormai ed indisputabile il fatto, che per mezzo della vaccinazione umanizzata abbia luogo di frequente la trasmissione della esiziale sifilide. Dunque, conclude il dottor Dell'Acqua, bisogna abbandonare la vaccinazione da braccio a braccio per sostituirvi quella che si fa direttamente e costantemente dall'animale all'uomo. E termina la sua lettura domandando al R. Istituto di pronunciarsi sull'opportunità o meno della annunciata innovazione sanitaria, e quindi di associare ai lavori del Comitato milanese qualche membro dell'Istituto stesso per quelle osservazioni ed esperienze in argomento che eventualmente sarebbero riputate convenienti a farsi a vantaggio della scienza e dell'umanità.

Il M. E. dott. Gianelli, pur facendo alcune riserve circa ai pericoli inerenti alla vaccinazione umanizzata (che gli sembrano essere stati alquanto esagerati dall'onorevole preopinante), e circa all'utile pratico della vaccinazione attualmente in uso, di cui è impossibile negare gli immensi vantaggi provati da lunga ed estesissima esperienza, consente a riconoscere un progresso notabile nell'opera del Comitato milanese, ed appoggia quindi la domanda fatta dal dott. Dell'Acqua a nome di esso Comitato. Dietro proposta del vicepresidente, l'Istituto « dichiara d'utilità pubblica l'opera del Comitato per « la pratica e diffusione della vaccinazione animale « in sostituzione alla vaccinazione umanizzata (da « braccio a braccio), ed incoraggia il Comitato stesso « a proseguire nel suo benefico intento. » Nomina inoltre una Commissione composta dei signori dottori Castiglioni, Strambio, e Verga, incaricandoli di mettersi in rapporto col Comitato per prender notizia delle sue operazioni, e per cooperare alle esperienze ed agli studi ulteriori che occorresse al medesimo di fare sull'importantissimo argomento della vaccinazione.

Il S. C. professore E. Lattes ragiona della forma originaria e del primitivo fondamento storico-giuridico del nome proprio, specialmente presso i Romani. Egli dimostra prima come quella sia stata in origine (*Marcus*) *Marcius* anzichè *Marcus Marci*, ed abbia perciò corrisposto al tipo gentilizio di più altri popoli italici, e non italici, e deduce poi da questo fatto alcune conseguenze per la critica restituzione del nome dei re romani sul fondamento della tradizione, la quale se in qualche parte ce li tramandò alterati, nella sostanza li conservò quali secondo lo storico svolgimento dell'onomastica romana dovettero appunto essere stati: di che discende, che, se la tradizione ci ha conservato fedelmente nella parte essenziale i nomi degli attori, non è lecito credere avere essa anche nella parte essenziale dimenticato od alterato i fatti da quelli o nei lor tempi operati.

Legge quindi il prof. A. Amati la prima parte di una memoria: *Intorno alla Nuova Guinea*. Parla dell'importanza che può acquistare questa grande isola nel commercio universale per la sua posizione geografica; fa una breve digressione sulla proposta della fondazione di colonie italiane nei mari australi, questione che si sta trattando oggidì nella Società delle conversazioni scientifiche di Genova; espone la bibliografia e la storia delle scoperte e dei viaggi relativamente alla detta isola, della quale presenta al Corpo accademico una carta geografica. Discorre da ultimo intorno al dominio territoriale ed agli ostacoli alla esplorazione e colonizzazione dell'isola stessa.

I signori Negri e Spreafico vengono quindi ammessi a leggere una loro memoria, intitolata: *Saggio sulla geologia dei dintorni di Varese e di Lugano*, la cui esposizione illustrano con carte geologiche e con sezioni dimostranti la giacitura reciproca dei diversi terreni.

I prof. Casorati e Cremona presentano, come frutto di lavori comuni, una nota: *Intorno al numero dei moduli delle equazioni o delle curve algebriche di un dato genere.* Il socio corrispondente prof. E Villari presenta, anche a nome del suo collaboratore dottor Marangoni, alcune *Ricerche sul limite della percezione dei suoni in riguardo alla loro durata.* Il prof. Cantoni presenta due note, l'una avente per argomento *I fenomeni dell'elettroforo studiati col galvanometro*, l'altra *la Relazione tra le variazioni nella intensità d'una corrente e le variazioni della temperatura in un circuito voltaico*. Tutti questi lavori saranno stampati nei *Rendiconti* dell'Istituto.

Il signor ab. Ceriani riferisce quindi, a nome della Commissione di ciò incaricata, sui lavori presentati al concorso di fondazione Cagnola avente per soggetto: *Il modo d'impedire la contraffazione di uno scritto* Le conclusioni di questo rapporto sono approvate.

Una lettera del sindaco di Torino invita l'Istituto a prender parte al VI Congresso pedagogico italiano, il quale si terrà in Torino dal 2 al 12 settembre dell'anno corrente. L'Istituto incarica il cav. Sacchi di rappresentare in questa occasione il Corpo accademico.

L'Istituto accoglie quindi l'omaggio di varie pubblicazioni stampate, inviate adesso dai loro autori; fra queste notansi principalmente un volume dei *Nuovi elementi di storia naturale* del prof. G. Omboni, e la recente corrispondenza del prof. Cornalia col signor Pasteur *Sulla malattia dei bachi da seta*.

L'adunanza si scioglie alle 3 1/2.

Milano, 18 maggio 1869.

Il Segretario: SCHIAPARELLI.

— Si legge nell'*Eco d'Italia* di New York:

Anche quest'anno le colonie italiane negli Stati Uniti, o per iniziativa delle varie società di unione e fratellanza italiana, o delle diverse compagnie del tiro al bersaglio, da Boston fino alla remota San Francisco, in California, celebreranno in modo solenne la Festa dello Statuto; in quel giorno l'Italia, per mezzo dei suoi figli qui stabiliti, parrà trasmigrata nell'Unione Americana. Riescirà bello, più che bello, commovente il vedere qui gl'Italiani tutti, che sentono amor di patria, scevri di pregiudizii ed ire di parte, unirsi in tale occasione a celebrare in un fraterno amplesso il giorno memorando da cui data ed ebbe origine il nostro risorgimento nazionale.

— La Società di geografia di Francia ha tenuto la sua prima adunanza generale del 1869. Dopo un discorso del presidente sui progressi delle scienze geografiche, il signor Malte Brun lesse una relazione sul concorso al premio annuo per la più importante scoperta geografica. La grande medaglia d'oro venne aggiudicata ai signori Doudart de la Grée e Francis Garnier, officiali di marina, per la loro spedizione scientifica nell'Indocina. Una medaglia d'oro venne accordata al dottore Hayes, degli Stati Uniti, pel suo viaggio alle regioni boreali. Dopo alcune comunicazioni dei signori d'Abbadie e d'Avezac, l'assemblea sentì con vivo interesse un episodio del viaggio della spedizione francese del Me-Kong, raccontato dal signor Francis Garnier, luogotenente di vascello. Il conte di Bouvoir, tornato di recente da un grande viaggio attorno al mondo, indicò rapidamente le cose da lui vedute nel 1866 in un soggiorno di tre mesi fatto in Australia. Sbarcando nella provincia di Vittoria vide una colonia che data dal 1846 e consta già di 626,000 abitanti, miniere d'oro che hanno prodotto quattro circa miliardi di franchi, e praterie dove pascono 8,000,000 di montoni. Passando alla vecchia colonia penitenziaria di Van Diemen il signor di Bouvoir la pinge come un'oasi marittima, ridente, pacifica, lontana dalle speculazioni ardenti. Vi trovò ancora vivo il fondatore di Melbourne, e viva pure la memoria di nomi ben cari alla Francia. Dumont d'Urville vi lasciò la traccia del passaggio della bandiera francese in alcune tombe di marinai francesi. Quelle tombe, mezzo distrutte, furono restaurate dal duca di Penthièvre, figliuolo del principe di Joinville. Sidney, fondata nel 1788 da deportati, è presentemente popolata da oltre 100 mila bravi negozianti. Continuando il suo cammino verso il Nord il signor di Bouvoir fece seguire all'assemblea tutte le peripezie di una navigazione di 400 leghe nel mare di Corallo tra innumerevoli scogli e coste rischiarate dai fuochi di antropofagi che si segnalavano gli uni gli altri una nave portatrice di bianchi buoni da divorare. La seduta terminò con un'improvvisazione del signor L. Simonin, il quale raccontò il suo viaggio in California fatto sul finire del 1868. Egli paragona la contrada attuale a ciò che era nel 1859 quando la visitò per la prima volta, e segnatamente a ciò che era nel 1848-1849, all'epoca della scoperta dell'oro. Simonin mostra i progressi e le felici trasformazioni fatte dal giovane Stato del Pacifico. Egli nota terminando che quei progressi son dovuti sovrattutto alle leggi essenzialmente liberali che regolano negli Stati Uniti ogni intrapresa di colonizzazione.

ELEZIONI POLITICHE

(Votazione del 30 maggio).

Torino (2° collegio). — Elettori inscritti 1294; votanti 554.

Eletto l'avv. Luigi Ferraris, Ministro Segretario di Stato per l'Interno con voti 472; il prof. Coppino ebbe voti 54; l'avv. Ceneri 21.

Crema. — Inscritti 1101; votanti 734.

Cav. Griffini, voti 265; cav. Cesare Cantù voti 245; conte Sanseverino, voti 109; avvocato Albergoni, voti 100.

Avrà luogo il ballottaggio tra il cav. Griffini e il cav. Cesare Cantù.

Lucca. — Inscritti 2026; votanti 763.

Eletto il comm. Mordini, Ministro pei Lavori Pubblici con voti 706.

Casalmaggiore. — Inscritti 1160; votanti 516.

Eletto l'avv. Bargoni, Ministro per la Pubblica Istruzione con voti 503.

Bologna (1° collegio). — Avv. Giuseppe Ceneri, voti 487; comm. Marco Minghetti, Ministro per l'Agricoltura, Industria e Commercio, voti 440; ha luogo il ballottaggio.

Fuligno. — Inscritti 955; votanti 381.

Eletto il comm. Gerra con 378 voti.

Capua. — Votanti 660.

Eletto in ballottaggio il comm. Alessandro Sterlich con voti 442; l'avv. Emilio Civita ebbe voti 238.

Trescorre. — Eletto in ballottaggio il luogotenente colonnello conte Vincenzo Spini con voti 305; Enrico Guastalla ebbe voti 185.

DIARIO

(Il corriere del Cenisio è in ritardo.)

La Commissione dipartimentale della Senna, incaricata di verificare i processi verbali delle elezioni avvenute a Parigi il 23 e 24 corrente, ha terminati i suoi lavori.

Essa ha riconosciuto che le operazioni elettorali si sono compiute, nelle sezioni del dipartimento della Senna, con perfetta regolarità.

In conseguenza vennero proclamati deputati al Corpo legislativo:

Per la 1ª circoscrizione il signor Gambetta; per la 3ª il signor Bancel; per la 4ª il signor Ernesto Picard; per la 8ª il signor Giulio Simon; per la 9ª il signor Eugenio Pelletan.

Nella 2ª, 5ª, 6ª e 7ª circoscrizione non si ebbero risultati definitivi. Gli scrutinii di ballottaggio sono fissati per domenica prossima, 6 giugno.

Il conte di Bismarck non accompagnerà il re Guglielmo nel di lui viaggio ed aprirà in nome di S. M. la imminente sessione del Parlamento doganale.

In virtù di una convenzione stipulata fra la Confederazione del Nord da un lato ed il Granducato di Baden dall'altro, i cittadini dei due Stati potranno prestare il loro servizio attivo o nell'uno o nell'altro degli eserciti dei due Stati a loro scelta.

Gli abitanti dell'Assia del Sud sono abilitati anch'essi a godere di questa facoltà.

La Camera dei Comuni d'Inghilterra ha ripresi i suoi lavori il giorno 27. La terza lettura del *bill* per l'abolizione della Chiesa d'Irlanda è all'ordine del giorno d'oggi.

Assicurano che il Ministro austriaco delle Finanze fisserà quanto prima l'epoca della conversione del Debito Pubblico della Monarchia in titoli uniformi di rendita.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI

(AGENZIA STEFANI)

Firenze, 30 maggio 1869.

Elezioni. *Torino* elettori inscritti nel 2° collegio 1294. Votanti 554 Ferraris 472. — Coppino 54. — Ceneri 21. — Eletto Ferraris.

Bologna avv. Ceneri voti 487; Comm. Minghetti 440. Vi sarà ballottaggio.

Casalmaggiore eletto Bargoni con 503 voti.

Capua eletto Sterlich con 422 voti.

Lucca eletto Mordini con 706 voti.

Fuligno eletto Gerra con 347 voti.

Trescorre eletto Spini con 309 voti.

Crema Griffini 265 voti; Cantù 225. Ballottaggio.

Parigi, 30.

Havvi una grande affluenza alla *Società dei Depositi* per sottoscrivere alle obbligazioni della città di Parigi.

Le riunioni elettorali di ieri non diedero luogo ad alcun disordine.

Madrid, 30.

L'*Imparcial* annunzia che a Siviglia il basso popolo ha tentato ieri di fare una dimostrazione contro l'antico governatore della provincia, ma fu disperso, senza conflitto, coll'intervento delle autorità.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 30 maggio 1869, ore 1 pom.

Bel tempo su tutta la Penisola.

Il barometro è stato quasi stazionario.

Domina il sud-ovest; il mare è mosso.

Nel sud-ovest d'Europa il barometro è sceso di 6 mm., qui è sceso di 3 nella mattina.

Sono probabili leggieri temporali locali.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze

Nel giorno 30 maggio 1869.

	ORE		
	9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 71,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 756,7	mm 753 3	mm 753,8
Termometro centigrado	24.0	30.5	22.5
Umidità relativa	60,0	32 0	40.0
Stato del cielo	sereno	sereno	sereno
Vento direzione / forza	SO debole	S quasi for.	S debole

Temperatura massima . . . . + 31,0

Temperatura minima . . . . + 17,5

FRANCESCO BARBERIS, *gerente*.

ARENA NAZIONALE, ore 8 — La drammatica Comp. Coltellini e Vernier rappresenta: *Serafina la divota*.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze*, 31 *maggio* 1869)

VALORI	VALORE NOMINALE	CONTANTI L	CONTANTI D	FINE CORR. L	FINE CORR. D	FINE PROSSIMO L	FINE PROSSIMO D	NOMINALE
Rendita italiana 5 0/0 . . . . god. 1 genn. 1869		58 92	58 90	»	»	59 27	59 22	»
Rendita italiana 3 0/0 . . . . . . » 1 aprile 1868		35 75	35 65	»	»	»	»	»
Impr. Naz. tutto pagato 5 0/0 lib. 1 aprile 1868		79 »	78 80	»	»	79 50	79 30	»
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0/0 »		»	»	»	»	»	»	84 70
Az. Regia coint. Tab. (carta) . . »	500	635	632	»	»	»	»	»
Obb. 6 0/0 Regia Tab. 1868 Titoli provv. (oro) trattabile in carta » 1 genn. 1869	500	447 1/2	447 »	»	»	»	»	»
Imprestito Ferriere 5 0/0 . . . . » 1 luglio 1868	840	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. del Tesoro 1849 5 0/0 p. 10 » id.	480	»	»	»	»	»	»	»
Azioni della Banca Naz. Toscana » 1 genn. 1869	1000	1750	1760	»	»	»	»	»
Dette Banca Naz. Regno d'Italia » 1 genn. 1869	1000	»	»	»	»	»	»	»
Cassa di sconto Toscana in sott. »	250	»	»	»	»	»	»	»
Banca di Credito italiano . . . . »	500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni del Credito Mobil. ital. »								
Obbl. Tabacco 5 0/0 . . . . »	1000	»	»	»	»	»	»	»
Azioni delle SS. FF. Romane. . »	500	»	»	»	»	»	»	»
Dette con prelaz. pel 5 0/0 (Antiche Centrali Toscane . . . . »	500	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. 3 0/0 delle SS. FF. Rom. »	500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni delle ant. SS. FF. Livor. » 1 luglio 1868	420	»	»	»	»	»	»	225
Obblig. 3 0/0 delle suddette CD » id.	420	»	»	»	»	»	»	180
Obblig. 5 0/0 delle SS. FF. Mar. »	500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni SS. FF. Meridionali . . . » 1 genn. 1869	500	»	»	»	»	323	320	»
Obbl. 3 0/0 delle dette. . . . . . » 1 aprile 1868	500	»	»	»	»	»	»	170
Obb. dem. 5 0/0 in s. comp. di 11 » id.	505	»	»	»	»	»	»	435
Dette in serie non comp. . »	505	»	»	»	»	»	»	»
Dette in serie picc. . »	505	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. SS. FF. *Vittorio Emanuele* » id.	500	»	»	»	»	»	»	»
Imprestito comunale 5 0/0 . . . »	500	»	»	»	»	»	»	»
Detto in sottoscrizione. . . . . . »	500	»	»	»	»	»	»	»
Detto liberate . . . . »	500	»	»	»	»	»	»	»
Imprestito comunale di Napoli »	150	»	»	»	»	»	»	»
Detto di Siena . . . . »	500	»	»	»	»	»	»	»
5 0/0 italiano in piccoli pezzi . . » 1 luglio 1868		»	»	»	»	»	»	59 1/2
3 0/0 idem . . . . » 1 aprile 1868		»	»	»	»	»	»	36
Imprestito Nazion. piccoli pezzi »		»	»	»	»	»	»	80
Nuovo impr. della città di Firenze in oro 1 aprile	250	»	»	»	»	»	»	190
Obbl. fondiarie del Monte dei Paschi 5 0/0 . . .	500	»	»	»	»	»	»	405

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
Livorno	8			Venezia eff. gar.	30			Londra . . . a vista			
dto.	30			Trieste	30			dto.	30		
dto.	60			dto.	90			dto.	90	25 95	25 90
Roma	30			Vienna	30			Parigi . . . a vista		103 75	103 60
Bologna	30			dto.	90			dto.	30		
Ancona	30			Augusta	30			dto.	90		
Napoli	30			dto.	90			Lione	90		
Milano	30			Francoforte	30			dto.	90		
Genova	30			Amsterdam	90			Marsiglia	90		
Torino	30			Amburgo	90			Napoleoni d'oro		20 71	20 70
								Sconto Banca 0/0			

PREZZI FATTI

5 0/0 59, 58 95, 58 90, 58 87 1/2, 58 85 - 82 1/2 liquid. — 59 30 - 25 - 27 1/2 - 22 1/2 - 20 fine giugno.
Pezzi da 20 franchi 20 71 — Obbl. Tabacco 447 3/4, 447 1/2, 447 1/4 cont.

Il sindaco: A. MORTERA.

Avviso per assenza.

Con decreto 4 marzo 1869 il tribunale civile di Chiavari, sul ricorso dei presunti eredi mandava assumersi informazioni col mezzo del pretore di Lavagna sull'assenza di Antonio Pesagno fu Gio. Battista, contadino già domiciliato a Reppia, comune di Nè, emigrato per le Americhe.

Chiavari, 21 maggio 1869.

1380 O. BRIGNARDELLO, proc

Estratto di sentenza.

Il tribunale civile e correzionale di Lucca, facente funzioni di tribunale di commercio, dichiarava nel giorno di ieri il fallimento di Simone Balducci, commerciante domiciliato in Lucca, delegando per la relativa procedura il giudice signor Antonio Contrucci, ordinando l'apposizione dei sigilli, nominando a sindaco provvisorio il signor Egidio Guidotti di Lucca, e destinando per l'adunanza dei creditori da tenersi nella residenza del tribunale suddetto alla presenza del prefato giudice delegato per la nomina del sindaco definitivo, il giorno undici giugno prossimo futuro, a ore undici antimeridiane.

Lucca, dalla cancelleria del tribunale civile e correzionale, ff. di tribunale di commercio.

Li 25 maggio 1869.

G. DAL ROSSO, vice canc.

Registrato in cancelleria li 25 maggio 1869, con marca di L. 1 10.

1378 F. MASSEANGELI, canc.

Avviso.

La donna Luisa di Giovan Battista Magni vedova del fu Giovan Battista Giusti, domiciliata a San Michele Agliana, in comunità del Montale, nella sua qualità di madre e tutrice dei di lei figli pupilli Luca e Domenico Giusti, fa noto:

Che con pubblico istrumento del 30 giugno 1868, rogato Carlo Beltrami di Prato, debitamente registrato il 2 luglio detto, il di lei figlio maggiore Eugenio Giusti vendè al signor Giovan Battista Magni la parte intera a lui spettante sul patrimonio paterno, per cui non avendo più interessi alcuni con gli altri fratelli Luca e Domenico Giusti, la sottoscritta diffida chiunque a trattare interessi per conto della famiglia, e dichiara di non riconoscere nessunissima benchè minima contrattazione che venisse fatta dal medesimo Eugenio Giusti per di lei conto e di quello dei suoi figli Luca e Domenico Giusti.

LUISA di Gio. Batt. MAGNI vedova GIUSTI.

1377

Avviso.

1373

Il cancelliere del tribunale civile e correzionale di Firenze rende noto a chiunque possa avervi interesse che all'incanto tenuto alla pubblica udienza del suddetto tribunale nel dì 24 maggio scadente per la vendita dei beni espropriati sulle istanze del signor Giuseppe Vestri a danno del signor Giuseppe Paggi in separati lotti, il quarto di detti lotti, e di che in appresso, rimase provvisoriamente liberato per la somma di lire 16,000 al signor Giovanni del fu Pietro Francini domiciliato a Prato ed elettivamente in Firenze presso il suo procuratore legale dott. Clemente Conti, e che il termine all'aumento del sesto scade il dì 8 giugno prossimo.

Descrizione del lotto:

Una casa contigua ad altra composta di bottega al piano terreno con cantine e due piani superiori, rappresentata al catasto della comunità di Firenze in sezione E dalla particella di n. 2075", articolo di stima 1232", con rendita imponibile di lire 128 55.

Li 27 maggio 1869

SEB. MAGNELLI, canc.

Editto.

In relazione all'istanza 5 maggio corrente, n. 1910, di Giacomo padre, Catterina e Pietro figli Foroni di Valeggio, viene citato Ghedini Luigi fu Giacomo, nato in Valeggio il 10 maggio 1784, che da oltre trent'anni si assentò dal paese nativo, e da quell'epoca in poi si conservava d'ignota dimora, a comparire nel termine di un anno dall'inserzione del presente editto, o a dare altrimenti di sè notizia a questo giudizio, coll'avvertenza che non comparendo o non facendo constare di sua esistenza entro il suddetto termine, si procederà, sopra nuova istanza dei detti suoi parenti, alla dichiarazione di sua morte.

Dalla R. pretura.

Villafranca, 5 maggio 1869.

Il regio pretore
CERIALI.

1271 BENSEGANI, canc.

Nomina di perito.

La signora Isabella del fu signor Pietro Fossi vedova lasciata dal fu signor Atto Bracali, proprietaria domiciliata in Pistoia, col ministero del dottor Gabbriello Camici ha domandato all'illustrissimo sig. presidente del tribunale civile e correzionale di Pistoia l'elezione di un perito per determinare a ragione di compra e vendita il prezzo dei beni spettanti a Valente e Pietro del fu Giovacchino Bargiacchi, ed a Baldassarre, Giuseppe ed Isaira del fu Francesco di detto fu Giovacchino Bargiacchi, possidenti domiciliati nel popolo di Campiglio, comune di Porta al Borgo, sottoprefettura di Pistoia, investiti coll'atto di precetto del dì 11 novembre 1868, registrato a Pistoia il 17 detto, e trascritto all'uffizio delle ipoteche di detta città il 22 marzo 1869, vol. 7, articolo 291.

1384 Dott. GABBRIELLO CAMICI.

Avviso.

Assunta Coleschi vedova Zanchi, di Anghiari, proprietaria del podere vocabolo la Polveriera, posto nel popolo di Santo Stefano, comune suddetto, rende noto a tutti gli effetti di ragione che qualunque compra o vendita di bestiame o contrattazione in genere che venisse fatta da Domenico Pasquetti o altri coloni che potessero in seguito venire in detto podere, sia ed esser debba di niun valore come non concorre la di lei presenza o consenso, ossivero quello del di lei figlio Pasquale Zanchi.

Anghiari, li 28 maggio 1869 1394

Dichiarazione d'assenza.

Per gli effetti di cui nell'art. 23 del Codice civile italiano si rende a pubblica notizia che il tribunale civile di Genova, sulle istanze delle sorelle e fratello Filippo Cevasco fu Domenico, con decreto 10 aprile 1869 ha mandato assumersi informazioni coll'esame di testi sulla assenza di Tomaso Cevasco fu detto Domenico del luogo di Bargagli, mandamento di Torriglia, circondario di Genova.

Genova, li 24 maggio 1869.

PIETRO NARIZANO sost. CAPELLINI.

1391

Avviso.

Si rende noto a chiunque possa avervi interesse, come il signor Augusto del fu Felice Cesana ha fatto istanza al presidente del tribunale civile e correzionale di Firenze per ottenere la nomina di un perito che proceda alla stima di un casamento posto in Firenze, via Borgo Tegolaia, al numero tre, di proprietà e da subastarsi a carico del signor Gaetano Francesco del fu Angiolo Franceschini di Firenze.

Firenze, li 28 maggio 1869.

1376 Dott GIUSEPPE RESTONI.

R. TRIBUNALE CIVILE DI GENOVA

Dichiarazione d'assenza.

(*Articolo 23 Codice civile italiano*).

Il prefato tribunale con suo provvedimento del 30 marzo 1869, sulla instanza di Niccolò e Luigi fratelli Strasserra fu Angelo, per la dichiarazione d'assenza di un loro fratello per nome Matteo, mandò assumersi le informazioni e ordinò la notificazione e pubblicazione di cui nell'art. 23 del vigente Codice civile.

Genova, 26 maggio 1869.

1375 F. CAMPANTICO s. p. DE LUCCHI.

Estratto d'istanza per nomina di perito.

Con istanza registrata in cancelleria dall'infraindicato tribunale, e presentata il dì 26 di questo corrente mese e diretta al presidente del tribunale civile e correzionale di Lucca, il sottoscritto Sabiniano Manfredi, procuratore legale residente in Lucca, rappresentato da se medesimo ed ammesso con decreto del 18 settembre 1867 della Commissione esistente presso il suddetto tribunale al gratuito patrocinio, ha chiesto la nomina di perito per la giusta valutazione del pieno dominio di una casa a tre piani compreso il terrestre, posta nel popolo e sezione di Carpanico, municipio di Viareggio, di proprietà di Bruno, Giuseppe e Filippo fratelli fra loro e figli ed eredi del fu Francesco Ceragiuoli, possidenti ed agricoltori, domiciliati e residenti in Carpanico suddetto, per quindi detto Manfredi, mediante vendita di detto stabile, rimanere pagato dai predetti Ceragiuoli, della somma indicata nel precetto a giorni 30 ad essi notificato dall'usciere Vincenzo Giannini addetto alla Regia pretura di Viareggio il dì 11 settembre 1868.

Lucca, 26 maggio 1869.

1393 SABINIANO MANFREDI, proc.

Seconda citazione.

In ordine agli articoli 139 e 141 del Codice di procedura civile, il sottoscritto usciere addetto al tribunale civile e correzionale di Firenze, con atto di citazione di cui in questo giorno stesso è stata rilasciata copia al sindaco di Firenze, al Ministero Pubblico, e affissa altra copia alla porta esterna di questo medesimo tribunale, sulle istanze del signor conte Bellino Briganti Bellini nella sua qualità di presidente del Comitato di Direzione della Banca di Credito Italiano, rappresentato dal dottor Donato Boattini, ha citato e cita i signori cav. Gian Giacomo Rossi e Michele Diatto, domiciliati in Firenze, ma irreperibili, a comparire nei termine di giorni 10 avanti il suddetto tribunale, per sentirsi condannare solidalmente al pagamento di italiane lire 3,000, interessi e spese, in ordine al pagherò del dì 2 luglio 1868, accettato dal Diatto, all'ordine del signor Rossi, e da questi girato alla Banca di Credito, opportunamente protestato.

Firenze, li 30 maggio 1869.

1397 MORI EUGENIO, usciere.

BANCA DI CREDITO ITALIANO

Situazione al 30 Aprile 1869.

Attivo.

Cassa . { Numerario in Cassa L. 413,976 60 / » alla Banca Naz. » 57,890 05 }		471,866 65
Portafoglio riescontato	L.	1,515,192 70
Conti correnti debitori	»	8,939,276 87
Società immobiliare (conto d'ordine)	»	4,540,000 »
Anticipazioni sopra depositi	»	874,293 50
Fondi pubblici e azioni diverse	»	2,585,483 70
Spese generali 1868	»	201,893 64
» 1869	»	35,309 68
Acconto dividendo 1868, pagato a tutt'oggi	»	580,365 »
Versamento sulle nostre azioni non richiesto 8,000,000 / Meno facoltativi a rimborsarsi 7,500		7,992,500 »
Azioni non emesse	»	40,000,000 »
1398	L.	67,739,181 74

Passivo.

Capitale... { Emesso . . L. 20,000,000 » / Non emesso » 40,000,000 » }		60,000,000 »
Conti correnti creditori	L.	1,068,612 57
Società immobiliare (conto d'ordine)	»	5,000,000 »
Conti di deposito	»	293,707 29
Accettazioni ed effetti div. a pagarsi	»	107,815 »
Profitti e perdite 1868, compreso l'acconto dividendo 1868	»	1,017,635 65
Profitti e perdite 1869	»	88,960 59
Interessi e dividendi a pagarsi (arretrati)	»	66,342 17
Fondo di riserva	»	66,108 47
	L.	67,739,181 74

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

NEL REGNO D'ITALIA

A tutto il giorno 8 Maggio 1869

ATTIVO.

Numerario in cassa nelle sedi e succursali	L.	174,645,143 22
Esercizio delle zecche dello Stato	»	9,134,302 46
Stabilimenti di circolazione per fondi somministrati (R. Decreto 1° maggio 1866)	»	12,772,500 »
Portafoglio nelle sedi e succursali	»	244,568,905 09
Anticipazioni id.	»	41,214,032 17
Effetti all'incasso in conto corr.	»	226,544 91
Fondi pubblici applicati al fondo di riserva	»	16,003,975 »
Tesoro dello Stato (L. 27 febb. 1856)	»	219,793 94
Id. conto mutuo 278 milioni (Regi decreti 1° maggio e 5 ottobre 1866)	»	278,000,000 »
Id. conto anticipazione 100 milioni (Convenzione 9-12 ottobre 1867)	»	86,025,275 16
Immobili	»	7,166,857 63
Azioni da emettere	»	20,000,000 »
Azionisti, saldo azioni	»	10,700 »
Debitori diversi	»	2,429,280 94
Spese diverse	»	3,006,441 30
Indennità agli azionisti della cessata Banca di Genova	»	466,666 70
Obbligazioni del debito pubblico 15 settembre 1867 in cassa	»	33,899,400 »
Depositi volontari liberi	»	109,873,955 58
Depositi obbligatori e per cauzione	»	63,126,021 52
	L.	1,102,789,795 62

PASSIVO.

Capitale	L.	100,000,000 »
Biglietti in circolazione	»	720,861,393 40
Marche da bollo in circolazione	»	14,220 »
Fondo di riserva	»	16,000,000 »
Tesoro dello Stato conto corr. (disponibile	»	»
(non dispon.	»	3,572,050 51
Conti corr. (disponibile) nelle sedi e succursali	»	8,081,303 28
Id. (non disponibile) id.	»	31,769,979 69
Biglietti all'ordine a pagarsi (art. 21 degli statuti)	»	5,307,357 62
Mandati a pagarsi	»	210,044 35
Dividendi a pagarsi	»	42,498 50
Sottoscrizione per l'alienazione delle obbligazioni 15 settembre 1867	»	302,355 68
Creditori diversi	»	5,840,114 63
Deposito obbligazioni del debito pubblico 15 settembre 1867	»	33,899,400 »
Depositanti d'oggetti e valori diversi	»	172,999,977 10
Risconto del semestre precedente e saldo profitti	»	914,937 53
Benefizi del semestre in corso	»	2,645,309 26
Servizio del debito pubbl. a Torino	»	325,854 07
	L.	1,102,789,795 62

Visto
1355 *Il Censore centrale* C. De Cesare.

Per autenticazione
Il Direttore generale: Bombrini.

Avviso.

Il sindaco della città di Orbetello al seguito della renunzia emessa dal signor dott. Gio. Battista Donnini alla condotta medico-chirurgica di Talamone, cui è annesso l'annuo appuntamento di lire 2000, invita gli attendenti a far pervenire franche di spese di posta a questa segreteria comunale le respettive istanze a tutto il 20 giugno prossimo, redatte in carta da bollo munite dei necessari documenti.

Gli obblighi della condotta sono i seguenti:

Tutta cura gratuita in medicina e chirurgia agli abitanti di Talamone, qualunque sia la loro malattia, ai militari e guardie doganali residenti in Talamone, Talamonaccio e Cannelle, e agli abitanti della campagna che avranno a loro carico la cavalcatura al di là del miglio. Inoculare il vaiuolo vaccino. In caso di dimissione volontaria o coatta, rimanere in condotta per tre mesi successivi, e con tutte le altre condizioni generali imposte alle condotte medico chirurgiche.

Orbetello, dal municipio li 26 maggio 1869.

1383 *Il Sindaco*: G. DEL ROSSO.

COMUNE DI GALEATA - PROVINCIA DI FIRENZE

AVVISO DI CONCORSO.

Al seguito della renunzia emessa dal signor dottor Fortunato Falaschi, il sottoscritto sindaco dichiara aperto il concorso alla condotta medico-chirurgica, a tutta cura gratuita, rimasta vacante per la renunzia che sopra in questo comune di Galeata, alla quale va annesso l'annuo stipendio di italiane lire 1680, senz'obbligo di tenere il cavallo e con gli oneri risultanti dal relativo regolamento ostensibile in questa segreteria.

Restano quindi invitati tutti gli esercenti che bramassero concorrere alla suddetta condotta a dirigere non più tardi del 30 giugno p. v. a questa segreteria comunale le loro istanze redatte in carta da bollo e corredate degli opportuni e prescritti documenti.

Galeata, li 25 maggio 1869.

Il Sindaco ANT. CAMPORESI. — *Il Segretario* G. M. SATANASSI. 1396

SOCIETA ITALIANA

PER LE STRADE FERRATE MERIDIONALI

Si prevengono i signori azionisti che a partire dal giorno 1° giugno p. f. il regolamento per la Cassa Pensioni e l'altro per la Cassa Soccorso di cui all'ordine del giorno per l'assemblea generale del 10 detto mese si troveranno alla sede della Società in Firenze a disposizione di coloro che vorranno prenderne cognizione.

Firenze, 26 maggio 1869.

1379 LA DIREZIONE GENERALE.

Citazione.

L'anno 1869 a dì trenta maggio in Firenze.

Alla richiesta del comm. procurator generale presso la Regia Corte dei conti in Firenze, che agisce per interesse della Direzione Generale del Demanio e tasse, io Giuseppe Campetti, usciere addetto al tribunale civile e correzionale di Firenze, quivi domiciliato, ho notificato ai termini dell'art. 141 del Codice di procedura civile atto di fissazione di udienza del dì 13 maggio 1869 e relativo decreto di fissata udienza proferito dal comm. presidente della prefata Regia Corte sotto dì 15 maggio 1869, al signor Nicola Antonio Carmelo Barillari, di ignoto domicilio e dimora; citando, come di fatto ho citato e cito detto signor Barillari Nicola Antonio Carmelo, a senso del citato art. 141, a comparire avanti la prefata R.ª Corte dei conti nel giorno cinque luglio 1869, per ivi discutere la causa che lo riguarda, e contro di esso intentata dalla Direzione Generale del Demanio e tasse.

L'usciere
1400 G. CAMPETTI.

Cassa centrale di risparmi e depositi.

Seconda denunzia di un libretto smarrito della terza serie, segnato di n. 139,594, sotto il nome di Colzi Elvira, per la somma di lire 10.

Ove non si presenti alcuno a vantar diritti sopra il suddetto libretto sarà dalla Cassa centrale riconosciuto per legittimo creditore il denunziante.

Firenze, li 29 maggio 1869. 1395

Amministrazione del Demanio e tasse in Firenze.

Alla richiesta del cav. signor Guglielmo Nobili, domiciliato in Firenze, nella sua qualità di ricevitore del Registro per le tasse di successione e manimorte, io Giuseppe Campetti, usciere addetto al tribunale civile e correzionale di Firenze, ivi domiciliato, via Faenza al Romito, n. 1, ho notificato ai termini dell'art. 141 del Codice di procedura civile al sig. Gio. Battista del fu Bartolommeo Udine, di ignoto domicilio e dimora, atto di ingiunzione di pagamento per lire italiane quattrocento ventisette e centesimi 68 di che all'art. 309 del Campione IX certo per il ramo di successioni per tassa, decimo di guerra e penali sopra l'eredità di Girolamo Udine di lui fratello, come erede intestato del medesimo.

Firenze, a dì 30 maggio 1869.

L'usciere
1399 G. CAMPETTI.

FIRENZE — Tipografia EREDI BOTTA.